

# Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE  
Administration : PIERRE MUALDES  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## Un remède contre la Vie Chère

Quand le franc baisse, les journaux disent :  
« C'EST UNE CATASTROPHE ! »  
Quand le franc monte, les journaux disent :  
« C'EST UNE CALAMITE ! »  
Et tous ajoutent :  
« IL N'Y A RIEN A FAIRE. »  
Mensonge ! Voici le remède :  
**UNE SOLIDE POTENCE**  
à laquelle, dans chaque localité, seraient accrochés les affameurs les plus sordides.

## Alamarcha a été livré à l'Inquisition

Lorsque nous apprîmes que notre Gouvernement refusait de conduire en Espagne ASCASO, DURUTTI, JOVER nous en déduisîmes qu'ALAMARCHA — contre lequel aucune charge sérieuse n'avait été relevée et qui d'après le dossier espagnol paraissait le moins coupable des quatre — était sauvé, qu'une mesure d'expulsion seulement serait prise contre lui.

Voilà déjà huit jours que les geôliers ont sorti ALAMARCHA de sa cellule sous le prétexte de le conduire à la frontière Belge. Et nous apprenons à l'instant que ALAMARCHA a été livré à l'Espagne.

Honte ! au Gouvernement Français qui vient de s'agenouiller devant le Dictateur Espagnol.

Honte ! aux faux républicains du Ministère Poincaré qui, pour complaire au sanglant macaque ALPHONSE XIII, envoient un innocent au GARROT.

Et maintenant nous tremblons pour ASCASO, DURUTTI, JOVER. Nous ne pouvons plus nous fier aux promesses qui nous sont faites. Nous craignons d'apprendre qu'eux aussi sont partis vers une tragique destination.

Camarades Révolutionnaires, sauvez vous-mêmes les vôtres. Venez tous mardi à NOTRE MEETING.

### L'affaire Ascaso, Durutti, Jover

## Vers la vérité et la libération de nos trois camarades

### UNE INTERVENTION DE LA BONNE SEVERINE

Pendant des semaines et des mois nous avons été seuls — ou presque — à plaider la cause de nos camarades espagnols, à protester de leur innocence et à nous élever contre le procès de droit commun que la police internationale leur intentait. En dépit des rebuffades essuyées, malgré le silence fait autour de notre agitation, nous avons persévéré. Et aujourd'hui la récompense lui a nos yeux.

L'opinion publique, toujours si longue à prendre parti, s'élève enfin avec nous. Quelques journaux — dont « Le Quotidien » — dénoncent le crime en préparation.

Severine — dont la renommée n'est plus à faire et qui jamais ne marchandait sa peine pour la consécration de la justice — quand l'injustice voulait opérer — s'est jointe à nous très affectueusement.

Voici la lettre qu'elle adressa à la Ligue des Droits de l'Homme :

18 novembre 1926.

Mon cher Guernut,

Je demande bien instamment à la Ligue, à vous, à nos collègues du Comité Central, d'intervenir en faveur d'Ascaso, de Durutti et de Jover. Il est impossible que ces trois malheureux soient livrés par la République française à leurs bourreaux ! L'honneur de la Ligue, sa tradition, la plus simple humanité (Jover a deux petits enfants) nous font devoir d'intervenir.

Je l'en adjure et je vous en prie. Malgré l'absence qu'a nécessité mon état de santé depuis quelque temps, vous savez combien je suis attachée à la Ligue. C'est autant pour elle, pour sa belle légende, que pour le salut de ces hommes que je réclame de sa part la plus urgente et la plus énergique intervention.

Bien cordialement votre

SEVERINE.

La Ligue ne fut pas insensible à cette intervention, de même d'ailleurs qu'elle ne l'avait point été aux nôtres. Et nous sommes en droit d'écrire aujourd'hui que l'affaire Ascaso, Durutti, Jover, est une affaire de la Ligue, qui sera par celle-ci poussée à fond.

**L'AMBAassadeur ARGENTIN VEUT BIEN NE POINT TENIR POUR VALABLE LA MESURE D'EXTRADITION.**

Si étonnant que cela paraisse, c'est pourtant vrai. Le représentant en France du Gouvernement argentin ne s'est point refusé derrière la chose jugée, et bien que l'extradition lui ait été accordée, il ne s'oppose pas à la révision de cette affaire. Il ne verra nul inconvénient — au contraire — à ce que cette mesure d'extradition soit rapportée, si les ministres français pensent qu'elle a été décidée à la légère. Voici la note qui a été rédigée en accord avec la pensée de l'Ambassadeur :

Une délégation d'avocats à la Cour a été reçue hier par le ministre plénipotentiaire de la République Argentine.

Cette délégation, qui comprenait notamment, avec M<sup>re</sup> André Berthoin et M<sup>re</sup> Henry Torres, défenseurs d'Ascaso, de Durutti et de Jover, M<sup>re</sup> Alexandre Zévaes, M<sup>re</sup> Suzanne Lévy, M<sup>re</sup> Marcel Willard, M<sup>re</sup> Fouassin, etc., a appelé l'attention du ministre sur l'émotion provoquée dans une partie de l'opinion par la demande d'extradition formée par la justice argentine auprès de la justice française contre les trois anarchistes espagnols.

Le ministre de la République Argentine a bien voulu autoriser la délégation à faire connaître au Garde des Sceaux que, par scrupule d'équité, il s'accorde avec ceux qui demandent que la justice française ne prenne une décision qu'après avoir été fixé le dossier aussi bien au fond qu'en la forme et, vérifié minutieusement les charges.

C'est donc pour nos gouvernants, pour M. Barthou entre autres, la certitude qu'ils peuvent réparer une erreur de leurs bureaux sans l'appéhension de complications diplomatiques.

### COMMENT S'OPERE EN GENERAL LES EXTRADITIONS

Les extraditions pour affaires de droit commun sont comme des pièces d'échanges de monnaies courantes entre gouvernements. On se rend, ainsi, réciproquement service. Il suffit presque toujours qu'un gouvernement réclame à un autre l'extradition de quelqu'un pour que satisfaction lui soit donnée. Jamais, pour ainsi dire, le dossier concernant une demande d'extradition n'est étudié dans le fond.

Bien mieux : les conventions internationales s'opposent à ce que le dossier du gouvernement demandeur soit connu du soi-disant délinquant et des avocats.

C'est dans ces conditions que Ascaso, Durutti, Jover, doivent se défendre contre les pièces mensongères d'un dossier qu'on leur cache.

Heureusement que depuis quelques jours, — grâce à des circonstances qu'il n'est pas besoin de divulguer ici — nous connaissons ce dossier.

### LES MENSONGES DES POLICIERS ARGENTINS ET LEURS PRATIQUES CONSTANTES D'INTIMIDATION

Le réquisitoire de la Justice argentine contre nos camarades espagnols est vide totalement.

Deux points seulement de ce réquisitoire demeurent troublants pour des juristes.

Premier point. — La police argentine prétend avoir relevé là-bas, sur le lieu des attentats, des empreintes digitales qui correspondraient aux empreintes digitales, prises à Paris, de nos amis Ascaso, Durutti, Jover.

A ce premier point, nous répondons que les empreintes digitales dont la police argentine fait mention lui ont été livrées par la police espagnole. En effet, Ascaso, Durutti, Jover se trouvaient avant 1923 dans les geôles de l'Espagne au titre de détenus politiques ; après leur libération, des banques — notamment celle de GIRON — furent saccagées ; les policiers espagnols n'en trouvant pas les auteurs, mirent ces méfaits au compte de Ascaso, de Durutti et de Jover, et envoyèrent à toutes les polices du monde les empreintes digitales et les photographies de nos trois camarades.

Ce sont ces photographies que les journaux argentins publient. Tous ces journaux, au surplus, ont été unanimes pour avouer qu'aucune empreinte digitale n'avait été relevée en Argentine.

2<sup>e</sup> point. — Des conducteurs d'autos, mêlés aux drames de là-bas, reconnaîtraient dans Ascaso, Durutti, Jover, les clients qu'ils menèrent sur les lieux des attentats.

Voyons ce que vaut ce second point. Pour le réduire à néant, nous nous contenterons de reproduire les informations des grands journaux argentins : « La Nación » et « Critica ».

Le 16 novembre 1925, la caisse d'une gare de métropolitain de Buenos-Ayres était pillée ; un agent de police fut tué. Les agresseurs prirent la fuite et les policiers n'arrêtaient que le conducteur d'automobile De Juanes.

La Nación du 19/11/25, rendant compte de la première déposition du conducteur, écrit :

« La situation du chauffeur paraît assez délicate si l'on tient compte de ses dernières déclarations, contradictoires, ou tout au moins bizarres. Ses déclarations d'ailleurs ne le favorisent point. Tout d'abord les autorités croyaient à son innocence et le considéraient comme un complice involontaire des assaillants qui n'étaient que de simples clients.

« On se souvient en effet qu'au premier interrogatoire il affirma que sa voiture avait été occupée par deux inconnus qu'il conduisit à mi-chemin de Esquina de Rivera et de Rosario, où ils lui ordonnèrent de l'attendre. Le chauffeur affirma ensuite que, alors qu'il attendait le retour de ses clients, il entendit plusieurs détonations au même moment que ceux-ci jetaient une valise dans son véhicule.

« Il prétendit ensuite n'avoir pu mettre sa voiture en marche à cause d'un déré-

glage du démarreur automatique, c'est d'ailleurs ce contretemps qui l'obligea à descendre pour mettre en marche, alors que les agresseurs prenaient la fuite. Ainsi le chauffeur termine sa première déclaration en disant ne pas connaître ses clients. »

Ce n'est que lors de sa deuxième déposition qu'il avoua reconnaître dans Ascaso, Durutti, Jover, les assaillants.

Mais « La Critica », journal républicain du soir, démontre pendant toute une semaine que De Juanes ne fit ces « aveux » qu'après avoir été épouvantablement torturé.

Le 16 janvier 1926, la Banque de SAN MARTIN était cambriolée ; un employé fut tué et un autre grièvement blessé. Cette fois encore, les policiers n'arrêtaient qu'un conducteur d'auto, une quinzaine de jours après le sac de la banque.

Et voici ce que dit « La Nación » dans son numéro du 31 janvier 1926 :

« Cet homme du nom de Davilovich nie d'abord énergiquement. Ce n'est qu'après avoir subi la question durant plusieurs heures après minuit que le commissaire LA CUESTA, à la suite de manifestations visibles de nervosité de la part de ses agents, obtint des aveux qui causèrent la plus grande joie aux policiers. »

Le 1<sup>er</sup> février, « La Nación » confirme les aveux du conducteur Davilovich qui indique le nom de ses complices qui furent arrêtés, torturés et remis tous en liberté faute de preuve.

Jamais Davilovich ne donna Ascaso, Durutti et Jover comme assaillants de la banque de San Martin.

« La Nación » du 7/2/26 écrit que Davilovich ne fit les aveux qui précèdent qu'à la suite d'effroyables tortures. Qu'un médecin commis pour examiner le chauffeur et les autres inculpés a constaté sur leurs corps les traces graves de plaies et de contusions.

Le Gouvernement argentin, dans sa demande d'extradition, met quand même à la charge des anarchistes espagnols le pillage de la banque de San Martin.

### LA LIBERATION DE NOS AMIS S'IMPOSE A BREF DELAI

Que reste-t-il de ces deux points « troublants » ? Rien, si ce n'est la preuve irréfutable que la police argentine ment et torture.

M. Barthou va être mis en possession de notre documentation. Que lui demandons-nous ? Aucune faveur, mais une étude sérieuse des dossiers qui lui seront soumis : celui du gouvernement argentin et le nôtre.

Et nous lui demandons, aussi, de faire vite. Voilà trop longtemps que trois innocents attendent dans les infestées cellules du Dépôt, pour le bon plaisir d'une police internationale.

## Bridoux fait la grève de la faim

Incarcé au droit commun dans la prison de Lille, notre bon camarade Bridoux a entrepris mardi dernier la grève de la faim. Cette résolution courageuse, à pour but de protester contre l'ignominie de la contrainte par corps et le régime de droit commun imposé pour amende politique. Nous qui connaissons Bridoux, savons qu'il ne cédera qu'après avoir obtenu satisfaction.

Prisonnier, c'est le seul moyen de protestation qui était à sa disposition, moyen tragique qui ne restera pas sans émouvoir tous ceux qui ont du cœur.

Bridoux ne sera pas laissé avec ses propres moyens, ce serait notre honte, allons compagnons, tous debout, que nos protestations fassent céder le gouvernement de la République qui, pour se débarrasser des meilleurs d'entre nous, n'hésite pas à avoir recours au moyen le plus ignoble, le plus honteux, la prison pour dettes !

Dimanche 5 décembre, à 14 h. 30  
Salle de la Crypte, 4 bis, rue Puteaux  
métro Rome

**Matinée Artistique**  
au profit du « Libertaire »

On trouvera des cartes à partir de samedi à La Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, et à La Librairie Internationale, 72, rue des Prêtres.

### Union Anarchiste-Communiste — Comité International de Défense Anarchiste

#### ENFIN !

ASCASO, DURUTTI, JOVER voient enfin leur innocence proclamée par des personnes de toutes les opinions. Nos trois camarades, tenus au courant du vaste mouvement de protestation qui, de partout, s'élève contre l'infâme extradition, commencent à espérer.

### PROTESTONS PLUS QUE JAMAIS !

Mais la Justice ne sera rendue — et d'autant plus vite — à nos trois amis que nous saurons clamer plus fort leur innocence. Aussi, que pas un compagnon ne se désintéresse des manifestations organisées en faveur d'ASCASO, DURUTTI, JOVER. Et que nos lecteurs, TOUS, accourent au

### GRAND MEETING

qui se tiendra mardi prochain 30 novembre, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton (métro : Saint-Michel). Y prendront la parole :

SEVERINE  
HENRY TORRES

GEORGES PIOCH  
SEBASTIEN FAURE

ENTREE : 4 fr. pour les frais.

## La main dans le sac

Depuis plusieurs mois déjà, nous dévoilons la pratique criminelle du gouvernement bolcheviste russe à l'égard des révolutionnaires de toutes tendances : socialistes, syndicalistes, anarchistes, ouvriers et paysans révolutionnaires hors partis.

Nos communiqués (voir Le Libertaire, du numéro 55 aux 84) donnent toutes les précisions nécessaires pour pouvoir évaluer l'opinion des milieux travailleurs : noms, lieux, dates. Le moindre contrôle sérieux de nos révélations forcerait le gouvernement de Moscou à jeter bas le masque, à découvrir sa véritable face hideuse. Mais, jusqu'à présent, les milieux ouvriers et révolutionnaires des pays occidentaux paraissent ne pas avoir saisi toute la portée de nos accusations. L'action vigoureuse, sur laquelle nous comptons, se fait attendre. Même la scandaleuse affaire Lazarévitch, qui a produit un certain bruit, n'a pas encore donné des résultats appréciables.

Cette situation permet au gouvernement russe de continuer, avec un cynisme incroyable, à dupier le monde travailleur de tous les pays, à cacher sa véritable nature, à défigurer les faits.

Récemment encore, une « délégation ouvrière » française a visité plusieurs villes de Russie, pour « voir tout ». Rentrée en France, cette délégation doit s'employer à faire un éloge extravagant de tout ce qu'elle a vu dans le « pays des Soviets ». L'humanité nous raconte, plusieurs fois par semaine, avec quel enthousiasme, les

rapports des délégués sont lus, écoutés et approuvés à peu près partout.

Heureusement, il y a aussi d'autres sons de cloches. Quelques délégués nous disent notamment, ce qu'il n'ont pu voir. Et ceci est infiniment plus intéressant, plus important.

Ainsi, plusieurs délégués affirment ne pas avoir vu de détenus politiques dans les prisons. Lorsque la délégation visita Moscou, entre le 20 et le 30 octobre écoulés, certains membres de la délégation ont demandé à parler à des détenus politiques dans les prisons de cette ville. La réponse fut : « Il n'y a pas de détenus politiques à Moscou ». Les délégués n'insistèrent plus.

Eh bien ! Cette fois, le gouvernement « des Soviets » est pris formellement à la main dans le sac », en flagrant délit de mensonge, de duperie.

En effet, nous possédons la preuve matérielle, indiscutable, puisée officielle, de la présence de détenus politiques à la prison de Boutyrki (Moscou) entre le 20 et le 30 octobre écoulé. Cette preuve, c'est le reçu délivré par la prison de Boutyrki pour les 10 dollars (20 roubles) envoyés par le Comité de Secours (Joint Committee) et par l'intermédiaire de la Banque Commerciale, au camarade Motchanovsky, détenu politique à la prison de Boutyrki. Le camarade S. Fléchine fut chargé par le Comité de cet envoi. Le reçu est daté du 26 octobre 1926. Il est dûment signé et timbré. Le lecteur verra ci-dessous la photographie de ce document révélateur.

Торгово-Промышленный Банк С.С.С.Р. (Промбанк)  
Commercial and Industrial Bank of the U. S. S. R. (Prombank)  
Платежное поручение по кассе № 269/38073  
Политзачетный на сумму 20.-- 61  
Рубли Roubles  
Федор МОЧАНОВСКИЙ, Бу-  
тырская тюрьма.  
Получено мною от Торгово-Промышленного Банка С.С.С.Р.  
Received from the Commercial and Industrial Bank of the U.S.S.R.  
Рубли 20 и 61 КОПЕЕК  
20 и 61 КОПЕЕК  
подпись  
МОЧАНОВСКИЙ  
Место  
Дата

Voici la traduction exacte du document. (Nous omettons le texte anglais figurant sur la photographie en-dessous du texte russe) :

Banque Commerciale et Industrielle de l'U. R. S. S. (Prombank)

Ordre de paiement, postes télégr.,  
N° p. 269 a/38.073

Détenu politique :  
Théodor Motchanovsky  
Prison de Boutyrki pour la somme de roubles 20



Ville de Moscou  
J'ai reçu de la Banque Commerciale et Industrielle de l'U. R. S. S. :  
Roubles : 20 (roubles) Vingt. (Vingt roubles de S. Fléchine regu)

Par procuration de Motchanovsky.  
Signature : A. Radsko.  
Mois... date 26/10/1926. (Inscrit sur le timbre) : Collaborateur. Secours aux détenus politiques.

Comparé à la déclaration faite aux délégués : « Il n'y a pas de détenus politiques à Moscou », ce document officiel, irréfutable, est un flagrant délit d'une tromperie châtée.

Tous commentaires ne pourraient qu'affaiblir la signification du fait. L'unique observation que nous nous permettons d'y ajouter est, qu'un seul mensonge de ce genre devrait suffire à faire révolter les consciences et provoquer une action de vaste envergure de la part des travailleurs d'usines.

Un tel mensonge doit en dire long, pour tout ouvrier sincère, sur tous les autres mensonges du gouvernement bolcheviste ainsi que sur tout son système.

Qu'on mette les chefs du P. C. des divers pays au pied du mur. Tous les ouvriers ont le droit — non, le devoir — de leur demander des explications nettes.

Sera-ce fait ?  
Fonds de Secours auprès de l'Association Internationale des Travailleurs pour la Défense des Anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés et déportés en Russie.

## AVIS

Comme les lecteurs le voient, la chronique hebdomadaire sur les persécutions en Russie paraît, cette fois, non plus avec les signatures personnelles des camarades S. Fléchine, Mollie Steimer et Voline, mais avec celle du Fonds de Secours.

Désormais, les chroniques paraîtront toujours sous la même signature, les camarades S. Fléchine, Mollie Steimer et Voline ayant adhéré au Fonds de Secours constitué auprès de l'Association Internationale des Travailleurs pour la Défense des Anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés et déportés en Russie. Ce Fonds de Secours fut constitué en remplacement du Joint Committee (Comité de Secours Unifié), ce dernier venant d'être liquidé après quatre ans de travail, vu que la Comité Anarchiste du Joint Committee s'est séparé du groupe des socialistes-révolutionnaires de gauche avec lequel il était lié auparavant dans l'œuvre de secours.

Les documents ci-dessous expliquent cette réorganisation :

Résolution de l'Association Internationale des Travailleurs

Vu que le gouvernement russe a renouvelé les persécutions politiques en Russie, et ainsi que le besoin de secours se fait sentir de plus en plus, l'Association Internationale des Travailleurs a décidé de constituer un « Fonds de Secours » au profit des anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés et déportés en Russie.

Dans ce but, le Secrétariat de l'A. I. T. a désigné les camarades A. F. Ratkoff et M. Uratchy comme secrétaires dudit Fonds. Ils seront chargés de tenir la presse étrangère au courant de la situation en Russie, surtout en ce qui concerne les persécutions politiques. Ils seront chargés, de plus, de ramasser les fonds de secours nécessaires et de les distribuer parmi les camarades emprisonnés et déportés en Russie. Le Secrétariat de l'A. I. T. s'adresse donc à toutes ses sections nationales, et aussi à tous les camarades et sympathisants en général, pour les inviter à soutenir l'œuvre du Fonds de Secours, moralement et matériellement, dans la mesure de leurs forces.

Adressez les fonds à : Fritz Kater, Kopernikstrasse, 25, Berlin O-34, Allemagne. Für Relief Fund.

Le Secrétariat de l'A. I. T. : B. Lansink, Jun., Rudolf Rucker, Augustin Souchy.

## Déclaration du Comité Anarchiste de Secours

Nous saluons la décision de l'A. I. T., cette importante organisation ouvrière internationale, qui fournit un nouvel appui moral et matériel à notre œuvre.

Nous estimons que la création du Fonds de Secours auprès de l'A. I. T. prouve l'estime que cette organisation a pour l'œuvre effective accomplie au cours des dernières années, par le groupe anarchiste au sein du Joint Committee, en faveur des camarades emprisonnés et déportés en Russie.

En même temps, et en raison de la constitution dudit Fonds, le Comité Anarchiste de Secours cesse de faire partie du Joint Committee. Ce dernier, qui se composait du Comité Anarchiste et d'un groupe des socialistes-révolutionnaires de gauche, cesse donc d'exister.

En raison de son droit de se compléter, le Secrétariat du Fonds de Secours désigne comme ses collaborateurs chargés de l'aider dans l'œuvre qui continuera celle du Comité Anarchiste, les camarades dont les signatures suivent.

Donc, désormais, l'ancien groupe anarchiste au sein du Joint Committee devient Fonds de Secours auprès de l'A. I. T.

Alexandre Berkman, Mark Uratchy, S. Fléchine, Mollie Steimer, Voline.

## Vers les 3.000 abonnés nouveaux

Qu'y a-t-il de cassé ?

Voilà que, presque subitement, s'arrête, ou, plus exactement, se ralentit de façon alarmante le mouvement auquel nous avions la satisfaction d'assister depuis que nous menons, chaque semaine, une campagne suivie en faveur de l'abonnement.

Ce mouvement cessera-t-il ? Les compagnons seraient-ils déjà fatigués ?

Faudra-t-il que nous en restions au point acquis ?

Nous le disons nettement : s'il en était ainsi, le but que nous nous sommes assigné et que, coûte que coûte, il faut atteindre, ne serait pas obtenu.

Le nombre de nos abonnés se sera sensiblement accru ; soit. Mais il sera encore bien inférieur à celui que nous avons demandé et dont nous avons besoin pour que notre LIBERTAIRE ait une existence moins difficile et moins incertaine.

Nous insistons auprès des amis du LIBERTAIRE pour que ceux qui peuvent s'abonner et ne l'ont pas encore fait se décident à nous envoyer AU PLUS TOT leur abonnement et pour que tous ceux qui tiennent à la vie de cette arme indispensable d'éducation et de combat qu'est ce journal fassent la chasse aux abonnés nouveaux.

Combien de fois et jusques à quand faudra-t-il répéter que c'est une question de vie ou de mort ?

SEBASTIEN FAURE,

## RIONS UN BRIN

## LE CURÉ, LE VICAIRE ET LES CHATS-FOURRES

Dans le précédent numéro, nous avons rappelé à nos amis que le « Libéraire » aurait, le 1<sup>er</sup> décembre, l'insigne honneur de faire une réunion contradictoire avec l'abbé Covin sur « L'Œuvre de chair », devant la 12<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel.

Certes, une salle plus agréable aurait pu être choisie, mais la volonté dudit abbé étant formelle, nous nous sommes volontiers pliés à son désir.

Imaginez-vous qu'en juin 1923 une affiche intitulée : « Un Chrétien » fut placardée sur les murs de Vitry, dans laquelle le citoyen Covin, de par sa profession curé de la localité, était accusé de donner une sérieuse entorse au commandement : « Œuvre de chair n'accompliras qu'en mariage seulement. »

Malgré toutes les recherches, l'auteur de l'affiche fut introuvable. Un journal de la région, « Germinant », qui avait reproduit l'affiche, fut poursuivi et condamné à 20.000 francs de dommages-intérêts (sans nul doute pour rembourser les frais d'hôtel et de blanchissage).

Un an plus tard, le vicaire de la paroisse, ayant colporté des paroles irrespectueuses à l'égard de son curé, fut accusé d'être l'auteur du libellé.

Le tribunal ecclésiastique de Versailles, sur la plainte du camarade-curé, condamna le vicaire à l'internement temporaire dans une « Trappe ».

Discipliné dans l'Eglise, le petit vicaire refusa d'accomplir la peine et accusa notre ami Chéron d'être le rédacteur et l'éditeur de l'affiche.

Traduit devant le juge de paix de Vitry, en janvier 1926, notre ami, devant le manque de preuves, fut acquitté et le vicaire fut condamné à payer les frais de justice et, en outre, fut condamné à quelques centaines de francs de dommages envers Chéron.

Pour annoncer ce procès, nous avions, le 8 janvier 1926, reproduit l'affiche avec quelques commentaires.

Accusés de diffamation par le citoyen-curé Covin, nous devions passer en juin dernier devant la correctionnelle. Le jour de l'audience, le curé demanda le renvoi au 1<sup>er</sup> décembre.

C'est ainsi que notre ami Girardin, gérant du « Libéraire », et un chansonnier qui fit deux chansons sur l'affaire auront l'avantage de voir de plus près le trop grand admirateur du Décalogue.

Girardin sera défendu par M. Barquisseau, qui, avec son talent coutumier, saura intéresser les magistrats aux évolutions extra-matrimoniales de l'abbé Covin.

« L'abbé, le vicaire et les chats-fourres. » Il faudrait un La Fontaine pour écrire cette fable.

Louis Loral.

## LE SCANDALE DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

## ARRESTATION de BRIDOUX

Notre camarade Bridoux Adolphe, connu et aimé dans la région de Lens, d'Hénin-Liétard et de Seclin (Nord), qui prit l'initiative du secrétariat de la Fédération anarchiste communiste du Pas-de-Calais pendant l'incarcération de Michel, vient à son tour d'être victime de l'infamie d'emprisonnement en vertu de la contrainte par corps.

Son affaire date de 1922. Le 9 avril 1922, trois camarades furent poursuivis à Lens pour distribution de tracts en faveur de Cottin ; Bridoux, sa compagne, et une autre ouvrière de Lens.

Cette affaire dura près de 3 ans et revint sur le fond à Douai bien longtemps après la caricature d'amnistie du bloc des gaches. Bridoux échappa 4 mois de prison avec sursis.

Dans le cas de notre ami, il y a une circonstance aggravante à l'égard des bons bourgeois qui président à nos destinées.

Notre camarade est tuteur de ses quatre frères et sœurs dans une affaire de dommages de guerre pour destruction de meubles, literie, etc., pendant le bombardement de Lens. L'Etat, si complaisant aux grands et qui payait généreusement des sommes fabuleuses aux requins de la reconstruction, se montre très avare pour restituer aux misérables les matelas et autre mobilier si nécessaire à l'existence.

Cette dette, que la reconstruction reconnaît sera payée à la famille Bridoux vers la saint Glin Glin en 1932. En attendant, nos argentiers font bois de tout fêche pour faire suer aux pauvres les perceptions, impôts, amendes et dettes de toutes sortes.

Nous assistons donc à ce spectacle ignoble d'un créancier insolvable qui fait mettre en prison son débiteur !

Comme toujours en pareille circonstance, les agents du fisc et de la maréchaussée sentent toute l'ignominie de leur conduite et connaissant la sympathie du peuple en faveur des militants libertaires, ils agissent avec ruse et prudence avant de mettre le délinquant sous les verrous. A Seclin, où notre ami habitait depuis cinq semaines, les pandores cherchaient le moment propice pour pouvoir l'arrêter, mais ils craignaient une protestation des travailleurs sympathiques à Bridoux, très estimé pour sa bonne propagande.

C'est à Wasquehal, au chantier de construction où Bridoux travaillait comme maçon, qu'il fut arrêté samedi dernier.

Conduit à la maison d'arrêt de Lille, et MIS AU DROIT COMMUN, notre vaillant camarade protesta contre son incarcération et prie les militants de l'U.A.C. d'engager la bataille (non pas pour son humble personne), mais pour faire reculer les réactionnaires dans leur répression canaille et cynique.

Les amis de Germinant et des Fédérations Anarchistes Communistes du Nord et du Pas-de-Calais.

## Agitation-Propagande

Le dimanche 28 novembre, salle « Au Père Emile », aux 7-11es, meeting sur « ce que veulent les anarchistes ». Orateurs : Nadaud, Laurent.

## EN MARGE DE LA SEMAINE...

— Il a 18 mois, c'est un petit être innocent qui pleure comme tous les enfants quand il a faim ou qu'il est malade. Pour ne plus l'entendre crier, sa mère l'enfouit dans ses couvertures. Et le songe qu'il est indigne de se rendre criminel quand il est à la portée de toutes les mères de ne protéger que selon leurs désirs.

Les débauchés et leurs tout charbon en grève depuis huit jours obtiennent satisfaction. Bravo, les charbonniers, votre cohésion et vos chasses aux renards ont eu raison de l'intransigence de vos exploitateurs. Que tous les travailleurs ne l'oublient pas.

— On parle en ce moment de la réduction du nombre des députés. Mais, au fait, pourquoi ne les supprimerait-on pas tous ? Saché, prolétaire, que leur flicteur vit aux dépens de celui qui l'écoute.

— De tous les Etats nous venient les échos de discours enflammés concernant le désarmement général. L'Angleterre elle-même vient d'en discuter bien qu'elle aspire à une nouvelle guerre. La preuve, c'est qu'elle fait construire en ce moment d'immenses tunnels souterrains qui serviront d'abris, en temps de guerre, à la troupe. N'est-ce pas un signe caractéristique que l'on pense à une nouvelle tuerie ? Populo, qui n'est pas encore décidé à prendre conscience de lui-même, doit s'apprêter bientôt à répondre au prochain massacre proposé par ses maîtres.

— La prison de Sedan ayant été désaffectée, la municipalité vient de vendre aux enchères le mobilier de cette triste maison. Ladite vente n'a produit que 500 francs. Ce lamentable mobilier n'était composé que de tables, bancs et escabeaux. Pas la moindre chaise, et encore moins de paille. Mais voilà, c'est qu'au fronton de ladite prison sont écrits les fameux mots de « Liberté, Egalité, Fraternité ». Peut-être ceci compensé-là cela !

— Le Conseil municipal de Saint-Etienne décide de donner le nom de Malot à une des rues de la ville. En dehors de tout réajustement cet exemple mérite de faire tâche d'huile.

— A la Centrale de Melun, détenus et gardiens nouent les liens de la... camaraderie. Et le gouvernement s'alarme bien à tort, car pourquoi ne supprimerait-il pas toutes les prisons ? Qui mais il y a les tribunaux... les gendarmes, les flics à supprimer, et tout cela il ne faut y toucher, attendu que ce tout formé, avec l'armée, le plus solide pilier du régime.

— En vertu d'un accord russo-turque, la Russie bolcheviste s'engage, au cas où la Turquie aurait des velléités guerrières, à lui venir en aide. Mais alors, l'armée rouge servira donc comme les armées réactionnaires à opprimer et à martyriser constamment les peuples ? Ce traité est bien la condamnation définitive du régime soviétique, indigné du nom de prolétaire, n'est-ce pas, messieurs les chefs communistes ?

— Comme suite aux protestations des groupements locaux, le Préfet des Bouches-du-Rhône semble un peu se rendre compte des progrès abominables du prix des denrées, puisqu'il fait distribuer par ses tribunaux quelques condamnations. Là n'est pas le remède. Dresser une potence sur l'une des places publiques de Marseille, et vous verrez, monsieur le Préfet, que la question de tous ces honneurs affameurs sera radicale.

— C'est un humble travailleur d'Ivry. Toute sa vie fut le calvaire de tous les ouvriers : travailler en échange d'un salaire dérisoire pour se trouver à 45 ans dans la plus affreuse misère. Alors, hanté par la seule idée que le dévouement de son triste cauchemar, il se suicide. L'instinct qui lui permit d'attendre enfin sa délivrance dans la mort fut le réchaud à charbon de bois. Triste et navrant drame de la misère qui se répète, hélas, presque chaque jour et dont les responsables sont malheureusement toujours impunis.

— En voilà des discours, des banquets et de l'hygiène amnés à tous les vents. A Tarbes, le guerrier en chambre Poincaré et son compère Herriot inaugurent une école ; dans la Meurthe-et-Moselle, un vieillard, ministre, Pensions, exclu de toute obligation militaire, achète la foi guerrière devant un monument aux morts. Hélas ! que de paroles inutiles et d'argent gaspillé, alors que la misère règne plus qu'jamais parmi les esclaves du travail !

— Que penser de ces bourgeois impliqués dans cette affaire de trafic de décorations, qui pour 100.000 francs sont gratifiés d'un morceau de chiffon qu'ils placeront avec orgueil sur leur poitrine ? Leur mentalité est bien la caractéristique du régime.

— Conseil municipal de Paris : dernière session de l'année, 116 millions d'impôts nouveaux qui en définitive retomberont entièrement sur le dos du consommateur. Ne vous gênez donc pas puisque vous êtes les maîtres ; et le peuple est si content d'être souverain !

— Le dictateur Trotski vient d'être relevé de ses principales fonctions politiques, République soviétique ou République réactionnaire, c'est toujours « Ote-toi de là que je m'y mette ».

RENE CHAUMY.

## VOICI DES AFFICHES pour sauver Sacco et Vanzetti

Le Comité de Défense Sociale, pour augmenter les efforts de libération en faveur des deux innocents, fait éditer des affiches de grand format, double colombier, 120x80.

Ces affiches contiennent un résumé de l'erreur judiciaire, en un style sobre, clair, vigoureux. Voici les prix, sans timbre, franco de port.

5 affiches	2 75
10 —	5 40
25 —	14 »
50 —	30 »
100 —	58 »

Nous comptons sur les groupements, organisations, militants, pour couvrir les murs des grandes cités et des modestes villages de cet appel de solidarité, d'humanité et de justice.

Afin de régler le tirage, il faut adresser les commandes de suite au camarade Pommier, secrétaire, 120, rue Marcadet, Paris 18<sup>e</sup>.

Le C. D. S.

## AU PIED DU MUR LE SECOURS ROUGE

Nous avons déjà annoncé, que sur les instances de membres influents du S. R. I., l'U. A. C. et les amis russes avaient remis aux intéressés une liste de camarades emprisonnés en Russie.

Il y a de ceci deux mois environ et naturellement aucune réponse n'a été faite aux précisions apportées.

Bélaïeff Nicolas, Aron Baron, Astraroff, Barmach, Zuckermann Moïse, Marie Végère, Roubintchik-Meyer, Oionetzi Alexis, Ouskoff Paul (listes transmises au S. R. I.) pourraient attendre encore longtemps leur libération si elles étaient conditionnées à l'intervention de la succursale moscovite. Au pied du mur le S. R. I.

## Le peuple n'a pas d'idéal

Le peuple n'a pas d'idéal, il vit au jour le jour, les yeux couverts d'écaillés. Les uns le flattent, les autres l'injurient.

Le peuple est un grand enfant que l'on mène facilement par le nez. Dépourvu de toute idée directrice, naïf à l'excès ; enclin à toutes les peurs, ayant une irrésistible propension à l'obéissance, il accepte aveuglément la tyrannie patronale, capitaliste, gouvernementale.

Dévirilisé par l'or, dissocié par l'ignorance, dénué de tout ressort mental, il éprouve une indescriptible joie dans la servitude.

Pourvu que son ventre soit plein de vagues nourritures et que le ronron journalistique l'endorme, le peuple est heureux.

Les élites le connaissent à fond ; ces élites, avec un art extraordinaire, l'immobilisent de mille liens et s'enrichissent de son travail, ne lui laissant, à lui, que les restes nobles gestic de condescendance et d'habileté.

Le peuple est vieux, chante d'Avray.

En effet, le peuple est vieux, très vieux, trop vieux, hélas ! Mais serait-il atteint de caducité, d'usure sénile, d'impuissance intellectuelle ?

Des analystes comparent le peuple à un lion dégingant tristement sa maigre pitance, après avoir fait des tours vertigineux dans la cage du salariat.

Des critiques, peut-être plus judicieuses et aussi spirituelles, ont l'audace de considérer le peuple non comme un lion à l'opulente crinière, aux muscles puissants, mais comme un troupeau de moutons.

Le peuple fait beaucoup d'enfants pour toutes les guerres, se dépouille irrésistiblement en faveur des parasites sociaux, c'est-à-dire se livre à la mort sans utilité, ou institue pour lui-même la pauvreté, cette immense duperie, pour les beaux yeux des parasites nés et systématisés.

Voilà le peuple à l'œuvre : illogique, humble, brutal ou résigné, il ne sait pas qu'il est l'auteur de son misérable destin. Ses sautes de vent sont profondément troublantes ; jeté nu sur la terre nue, il n'a pas su se couvrir des chaudes fourrures de l'esprit et des étincelantes draperies du corps.

Nous, anarchistes, nous aimons bien le peuple sans rien lui demander, argent ou ravis.

Nous ne sommes pas des comédiens de la politique, des bénéficiaires de la livre sterling, du dollar ou du franc, dévalorisé ou non.

Le peuple est notre, nous le défendons et tâchons de l'éclairer, afin de le sauver. Avec le peuple contre la bourgeoisie, avec les esclaves contre tous les tyrans, tous les dictateurs, telle est notre devise.

Antoine Antignac.

## COMITÉ DE L'ENTRAIDE

N'oubliez pas, camarades, que la solidarité est indispensable si vous voulez que l'Entraide vive et qu'elle assiste régulièrement ceux de nos qui sont emprisonnés. Les camarades victimes de la réaction doivent, sans retard, faire connaître leur situation au trésorier. Bureau du S.U.B., Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, qui se mettra aussitôt en contact avec eux.

Il est rappelé que les allocations minima sont de : 7 francs pour un célibataire ; 10 francs pour un ménage et 5 francs par enfant.

Camarades, pensez à l'Entraide. Soyez solidaires !

## EUGÈNE DIEUDONNÉ doit être immédiatement rendu à la liberté

Je reçois de la campagne d'Eugène Dieudonné une lettre émouvante, dans laquelle elle me demande (à moi, au Libéraire et, d'une façon générale, aux anarchistes), de faire pression sur le président de la République, le Garde des Sceaux et la Commission des Grâces, pour obtenir que, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, Eugène Dieudonné soit gracié et rendu à la liberté, à sa famille et à ses amis.

Nous ne reproduisons pas ici cette lettre, plusieurs grands quotidiens en ayant publié, ces jours-ci, le texte in extenso, que nos lecteurs ont certainement lu déjà.

Mais il va de soi que nous sommes de tout cœur avec la campagne et l'enfant de Dieudonné pour réclamer la cessation immédiate du martyre immérité de cet homme condamné au bagne, où il expie, depuis près de quinze ans, un crime qu'il n'a pas commis.

L'innocence de Dieudonné est, aujourd'hui, formellement reconnue.

Eugène Dieudonné doit être gracié. C'est un scandale qu'il n'ait pas encore bénéficié de cette mesure. Celle-ci s'impose et doit être prise officiellement, sans le moindre retard.

Des écrivains, des avocats, des journalistes, des hommes politiques, réclament sa mise en liberté. Des journaux, notamment le *Matin*, le *Petit Parisien*, l'*Humanité*, le *Quotidien*, *Paris-Soir*, etc., font campagne en faveur de cette mise en liberté immédiate.

Nous joignons notre voix à celle de tous ceux qui protestent contre le maintien de Dieudonné au bagne, et nous désirons vivement que ce concert de protestations ait enfin raison des inconcevables résistances des pouvoirs responsables.

S. F.

## LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

Une brochure de 32 pages de notre ami « Georges Bastien » qui constitue une excellente réponse à ceux qui prétendent que les anarchistes ne sont que des critiques, sans programme constructif et positif.

Le prix en est de 60 centimes l'exemplaire 20 0/0 de réduction pour toutes les commandes à partir de 50 exemplaires.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Adresser mandats à Mualdès.

## La faillite du capitalisme d'Etat

Etant opposés, par raison et par tempérament, au Capitalisme d'Etat, les anarchistes analysent scrupuleusement et impartialement les manifestations de l'économie russe qui doit, ou infirmer leur thèse, ou au contraire, en prouver la solidité et la justesse.

Quels sont donc les résultats pratiques de l'exemple soviétique ? Les chiffres mieux que les belles phrases, jettent une lumière crue, sur ce terrain.

D'après *The Estonian Economic Review* qui y consacre une étude, reproduite par l'*Information* du 11 août de cette année, l'industrie soviétique aurait produit dans l'année économique de 1925, pour une valeur de 3 milliards 247 millions de roubles, accusant ainsi une progression continue depuis 1922. Pour éviter toute contestation sur ces chiffres, disons de suite qu'ils sont les mêmes, à quelques unités près — en ce qui concerne du moins l'année 1923 — que ceux cités dans une brochure éditée par l'*Humanité*, *Pourquoi la Nep*, n. 2.

Comme la valeur de la production industrielle était évaluée en 1923 à 5 milliards 620 millions de roubles, nous pouvons constater que le rendement de l'industrie n'atteint que 57,8 0/0 de celui d'avant-guerre. Le nombre des ouvriers de l'industrie d'Etat — qui s'élevait en 1913, au chiffre de 2.598.000 — n'est plus, en 1925, que de 1.910.000, ce qui donne par conséquent un pourcentage de 73,5 par rapport à 1913. L'on est déjà en droit de s'étonner, non seulement de la régression sensible du résultat, exprimé en roubles, de la production de l'industrie d'Etat, mais aussi de la diminution du nombre des ouvriers, dans un pays où la majorité des entreprises est nationalisée. Mais, où notre surprise devient de l'ahurissement c'est lorsque nous constatons que la « valeur de la production par ouvrier » n'atteint que 78,6 0/0 de celle d'avant-guerre ! D'où vient pareil état de chose ? Comment se fait-il que l'ouvrier diminue ses capacités de travail dans des usines appartenant à la collectivité et non plus à une poignée de parasites ? N'est-ce pas l'inverse qui devrait logiquement se produire ? Et cependant, la presse bolchevique n'hésite pas elle-même, à remarquer que l'ouvrier russe désapprend la discipline, qu'il gaspille, indifférent, les matériaux et les marchandises, allant parfois même jusqu'au sabotage. Aussi les autorités ont-elles « donné l'ordre à toutes les entreprises gérées par l'Etat... de renforcer la discipline dans les magasins... »

D'après des données officielles, le nombre des ouvriers a augmenté de 30 0/0 de mars 1925 à mars 1926, alors que la production, elle, n'accuse qu'une avance de 13,2 0/0. Les causes de cette perte résident en la mauvaise gestion, inhérente à toute administration de l'Etat, et à l'action de la politique qui entrave tout travail sérieux. Déjà, la brochure bolchevique citée avait que : « ... dans les trusts et dans les autres organes économiques de l'Etat, s'étaient installés des fonctionnaires qui abusèrent de leur position pour commettre des actes criminels et intéressés. » Ces manœuvres condamnables continuent sur une telle échelle que l'Etat est complètement impuissant à les vaincre, ce qui contribue grandement à accentuer le déficit chronique de l'industrie.

M. Michelson (1) rappelait, en 1923, qu'avant la guerre, l'industrie, tout en versant 500 millions de roubles d'impôts, avait un « bénéfice net annuel de 600 à 800 millions de roubles », alors qu'il y a trois ans, cette même industrie, mais nationalisée, était contrainte de recourir aux subventions de l'Etat pour le chiffre énorme de 130 millions de roubles-or.

Le déficit existe encore actuellement : les dettes de l'industrie ont augmenté, en six mois, de 120 millions de roubles, soit de 17 0/0.

Cet état désastreux est déjà signalé par M. Jules Moch (2), qui, citant « un chef communiste, dont l'ouvrage a été préfacé par Lénine », lui fait écrire : « Les frais « généraux » sont énormes : ils ont triplé « dans la plupart des industries... » Et plus loin : « faiblesse du capital, travail à faible rendement, économie nationale mal « réglée, ignorance des richesses dont on « dispose » seraient les causes de cette situation inquiétante.

Quoi d'étonnant, alors à ce que l'industrie ait fini par ses exigences impérieuses à détruire l'équilibre budgétaire des banques d'Etat, celles-ci augmentant les avances à ce dernier de 346 millions de roubles, contre une augmentation des dépôts ne s'élevant que de 93 millions ?

Mais ce phénomène est aussi étayé par l'agriculture, dont les chiffres suivants ont une éloquence convaincante.

La superficie des terres semencées a atteint en 1925, 72 millions de déciatines — une déciatine, égale 109 ares, 32 — représentant ainsi 83,1 0/0 de la surface semencée en 1913. Après avoir subi une courbe descendante jusqu'en 1922, l'agriculture progresse rapidement depuis, ce qui pourrait dans une certaine mesure remplir d'aide nos camarades communistes. Mais cette joie disparaît lorsque l'on constate que cette progression est en raison directe de l'augmentation du nombre des grandes fermes. En effet, en 1922, cette catégorie n'atteignait que 2,3 0/0 de la superficie totale des propriétés paysannes, pour 8 0/0 en 1913, alors qu'en 1924, elle atteint 6,2 0/0, bénéficiant ainsi d'une élévation inquiétante pour le Capitalisme d'Etat. Les « koulacs », grâce à cette progression, constituent maintenant une classe de fermiers dont les désirs ne sont que difficilement réprimés par le Gouvernement bolchevik et menacent l'ordre soviétique d'une façon alarmante, déjà il faut imputer à cette élévation de la production du blé en 1925, par son refus de le vendre. A titre d'indications, précisons que le prix du riz par



# EN PROVINCE

## DANS LE NORD

Marquand-Barcel. — Beaucoup d'ouvriers commencent à s'apercevoir de leur misère sans cesse croissante. Ils se lamentent et ne songent pas encore à faire de la lutte pour leur salut. Ils attendent toujours les charlatans de la politique et votent pour eux. Ils n'ont qu'un droit, choisir leurs représentants. Tant qu'ils ne comprendront pas l'ingénuité du système social il en sera toujours ainsi, notre groupe, par son travail éducatif, peut avoir une influence en ce sens, aussi nous convions tous les camarades à assister à nos réunions qui ont lieu au siège, 19, rue Fouquet-Lelong. La bibliothèque est à la disposition de tous. Le 25 décembre, le groupe percevra la cotisation annuelle pour l'U.A.C. M. H.

## LILLE

Une nouvelle ardeur au Groupe libertaire de Lille. Nous avons assisté samedi dernier à une magnifique exposition syndicaliste et de l'action des anarchistes dans les organisations syndicales. L'ami Henri Ville, retraça rapidement l'histoire de la lutte des militants ouvriers et anarchistes, pour faire sortir l'organisation syndicale de l'ornière politicienne. Les jeunes camarades présents furent heureux d'entendre revivre les journées de 1906, lorsque le bourgeois trembla devant la puissance des travailleurs.

Puis, ce fut la belle propagande antimilitariste menée au sein des organisations ouvrières. La campagne contre les bagnes militaires. Le retour du corps d'Aéronautique, quand plus de 300.000 travailleurs défilèrent dans les rues de Paris en manifestant leur haine des assassins de Biribi.

A cette époque, les gars du Bâtiment, faisaient trembler les exploitateurs. Un vent de révolte soulevait tout le pays et nous pouvions escompter des horizons nouveaux. Les politiciens ont senti le danger d'un mouvement qui leur échappait déjà à cette époque, ils s'ingénierent à calomnier nos meilleurs militants.

Le syndicalisme est un mouvement nettement autoritaire, dirigé contre le capital et l'Etat, représenté par ses flics, ses magistrats et ses argousins.

Il termina par une note optimiste sur les possibilités de la reconstruction par l'organisation ouvrière syndicale en dehors de toute intervention étatique.

Les camarades présents remercièrent le copain, et après un échange de vue sur l'autonomie syndicale, l'assemblée se rallia entièrement au point de vue défendu par Bastien dans son leader de « *Germinal* » du numéro de la semaine passée.

## MARSEILLE

Le Groupe d'action anarchiste de Marseille le Bâtiment autonome et le Cartel de liaison organisés sous l'égide du Comité de défense sociale, dimanche 21 novembre, Bourse du Travail, salle Ferrer, un meeting de protestation en faveur de nos camarades Ascaso, Durutti, Jover, Almaracha, menacés d'extradition. Malgré le peu de propagande faite et malgré la concurrence d'une débauche formidable d'affiches électorales submergeant complètement les nôtres, 500 auditeurs avaient répondu à nos appels.

Après l'exposé de l'affaire et les commentaires précis faits par les camarades A. Pascal, Clot, Signoret, Marestan, l'ordre du jour suivant fut adopté à l'unanimité :

« Les travailleurs réunis en meeting sur appel du Comité de défense sociale, le 21 novembre, à la Bourse du Travail, protestant vigilement contre l'extradition possible et injustifiée de nos camarades Ascaso, Durutti, Jover et Almaracha, extradition demandée par les gouvernements espagnol et argentin, malgré qu'aucune preuve n'ait pu être fournie par les polices argentine et espagnole.

« Devant cette nouvelle atteinte contre le droit d'asile, les travailleurs marseillais ne toléreront pas que le gouvernement français livre nos camarades à l'Argentine.

« Se séparant en se déclarant prêts à répondre à tout appel, que lanceraient les organismes d'avant-garde, les circonstances l'exigent. »

## TOURS

Déclaration du groupe de Tours. — Il y a quelques mois, nous nous sommes réunis les uns des compagnons anarchistes partisans d'une organisation, nous lançons l'idée de formation d'un groupe U. A. C.

Des camarades sont venus nous rejoindre et nous devons déclarer que nous avons déjà fait pas mal de travail.

A deux reprises différentes, deux camarades de l'autre groupe (non adhérent à l'U. A. C.) sont venus à nos réunions nous demander pourquoi nous avions formé un autre groupe. Les raisons leur ont été fournies par Marcel Lehoux, à savoir que notre groupe voulait réunir les compagnons voulant suivre de concert avec l'Union Anarchiste-Communiste. A ce propos on nous traita de sectaires; nous répondîmes que nous n'étions pas plus sectaires qu'eux et que nous ne leur demandions qu'une chose : puisqu'ils ne sont pas d'accord avec l'U. A. C., qu'ils nous fassent la paix et qu'ils nous laissent travailler.

Mais voici qu'aujourd'hui nous entendons parler de fusion des deux groupes, et cela, non pas par des copains de notre groupe, nous tenons à déclarer, nous, qu'il ne peut y avoir fusion et que le groupe U. A. C., malgré toutes les embûches qui peuvent se produire, continuera à exister à Tours et à mener la propagande libertaire.

Nous laissons les autres tranquilles, nous ne demandons qu'une chose, qu'il en soit de même pour nous.

Ceux qui ne veulent pas s'organiser sont libres, quant à nous, nous tenons à déclarer que nous sommes également libres de nous organiser selon notre tempérament.

Nous ne demandons qu'une chose, qu'an sein du groupe on ne revienne pas discuter ou pour ou contre l'U. A. C., nous avons assez de ces discussions stériles; surtout que lorsque nous formâmes notre groupe il était bien fait appel aux compagnons partisans de l'U. A. C. Ceux qui étaient contre devaient rester chez eux.

Ceci dit pour dissiper tous malentendus, et nous donnons rendez-vous à tous les amis de l'U. A. C., à nos réunions qui ont lieu le mercredi à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau.

Valentin Leroux, Marcel Lehoux, Roger Nion.

## SAINT-ETIENNE

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Les camarades réunis en assemblée générale extraordinaire à la Bourse du Travail, le dimanche 21 courant, décident :

1° L'application méthodique des décisions du Congrès d'Orléans, intensification de la propagande anarchiste. Agitation dans la classe ouvrière pour y dénoncer les politiciens de tout acabit qui la trompent, pour y combattre le capitalisme et le patronat, exploitateurs de l'être humain, considéré comme matériel à travail. L'organisation administrative intérieure du groupe et ses rapports avec l'Union anarchiste.

2° Protester contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti, leur innocence reconnue.

3° Protester en outre énergiquement, contre

la tendance en matière juridique de l'application de l'interdiction de séjour aux militants syndicalistes pour faits de grève, (affaire Lagrèze, à Roanne).

4° S'élèvent avec force contre la réduction des budgets utiles à l'émancipation de la classe ouvrière et, particulièrement de l'instruction publique, réduction qui laisse la porte ouverte à l'extension des écoles libres, fleau des cerveaux, et qui empêchent les progrès de l'humanité vers la société de bien-être, de paix et de justice totale.

## Au pays des gueules noires

### UN COUP D'OEIL DANS LE BASSIN DE BLANZY

Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) est le centre d'activité d'une population exclusivement minière, qui travaille de génération en génération depuis plus d'un siècle pour l'actuelle propriétaire des mines, la puissante et riche Compagnie des Mines de Blanzay.

Présentement, plus de 10.000 mineurs sont occupés à l'extraction du charbon et à ses annexes : charroi, criblage, machinerie, entretien, atelier et bureau.

Il puits d'extraction fonctionnent nuit et jour, d'autres sont en perspectives de forages, d'importants travaux d'agrandissement et de constructions sont en cours.

La Compagnie a augmenté son capital de quelques dizaines de millions. Ses bénéfices sont toujours en hausse, ses actions très chères sont fortement cotées.

En résumé, la Compagnie des Mines de Blanzay gagne beaucoup d'argent; elle est un gros bonnet de la République; c'est une puissance devant laquelle les gouvernants s'agenouillent et les élus tremblent et capitulent.

Les gueules noires travaillant à l'exploitation des Mines de Blanzay étaient, avant la grande bouillie de 1914, complètement indigènes. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, les rabatteurs de la Compagnie ont amené de Pologne, d'Italie, environ 40 % de main-d'œuvre parquée dans des baraques en bois et dans les nouveaux corridors, sous la surveillance journalière des émissaires de la mine, afin qu'elle reste corvéable et exploitable à merci.

Nous avons écrit plus haut que 10.000 gueules noires, certainement plus, sont exploitées quotidiennement dans les mines du bassin de Blanzay. Les indigènes, à part les mouchards, sont hostiles aux baraquements et aux logements dans les corridors. Ils préfèrent les habitations de leurs centres, avec leurs coutumes d'extrême propriété et du jardin familial soit à Montceau-les-Mines, Blanzay, Saint-Vallier, Sauvignies, Saint-Bérain ou Ciry-le-Noble.

La Compagnie des Mines règne en souveraine sur le bassin. Les pouvoirs publics, la majeure partie, à plat ventre devant elle.

L'immense majorité des travailleurs est tombée dans la léthargie, dans l'indifférence et dans l'égotisme bourgeois, le plus propriétaire et le plus brutal.

Cette région, cette population qui, dans l'histoire des batailles de classes, a sa page glorieuse de luttés héroïques au milieu des souffrances et des sacrifices les plus douloureux pour briser l'omnipotence, l'exploitation odieuse, le règne de l'argent, du pillage, de l'armée et du pouvoir a complètement oublié ses luttés tragiques du passé, ou elle tenta de briser ses chaînes et de conquérir sa liberté de penser.

Jadis, tous les mouvements révolutionnaires nationaux et internationaux avaient des échos de solidarité dans ce centre minier.

Aujourd'hui, l'on n'entend plus que l'écho résonnant des bruits de jazz-band, de concerts assourdissants, les bals, les cinémas, les courses, les Sociétés militaires ou religieuses ont remplacé les groupes d'affinités, d'études sociales et l'activité syndicaliste et révolutionnaire.

Les mineurs anglais qui luttent vaillamment contre le Gouvernement et les propriétaires de mines, peuvent crever, eux et leurs familles, dans la lutte gigantesque qu'ils ont entreprise; la majorité de la population du bassin de Blanzay, elle, elle danse ou elle se vautre en adulateurs aux genoux des gouverneurs du pays, de la camarilla des danseurs en rond, des politiciens sans vergogne, des apostats socialistes, maires, députés, qui, en reniant tout leur passé, qui, en abdiquant toute leur dignité, sont tombés plus bas que Sarrien, sont devenus les complices de la Compagnie et des gouvernants pour abrutir le peuple et le maintenir dans l'esclavage et la servilité la plus absolue.

Dans cette contrée, où la politique socialiste des Bouvier et consorts a tout détruit; la foi, l'esprit de classes, les syndicats ouvriers qui sont à l'état squelettique, dans cette région minière gangrenée, pourrie par l'arrivée et la lutte des parlis, il reste certainement des militants sincères dans le socialisme, dans le syndicalisme, dans le communisme et dans l'anarchisme.

Qu'ils réfléchissent à la situation exacte des travailleurs de la mine face à la puissante Compagnie exploitante; qu'ils saisissent leur état d'impuissance absolue pour résoudre tous les problèmes d'ordre économique et social, alors peut-être tenteront-ils de réagir en groupant leurs efforts, d'abord dans un groupement syndicaliste dégagé de toute intrusion politique, car il nous semble que l'expérience des socialistes doit être une indication précise, pour l'avenir, « contre toutes les politiques, celle communiste comprise », si l'on veut réellement retrouver l'axe de l'unité d'un mouvement syndicaliste et révolutionnaire.

La région minière de Montceau-les-Mines est tombée au rang des centres avachis. Sa population, indifférente et sans foi révolutionnaire, est mûre pour toutes les dictatures et toutes les brimades, les anarchistes et les syndicalistes de cette région feront bien d'y songer. C'est notre vœu le plus ardent.

J.-S. Boudoux.

JEAN MARESTAN

L'Éducation sexuelle

REVUE ET CORRIGÉE

Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

8 francs ; franco rec. 9 fr. 25.

## ce qui se publie

### LES LIVRES

LA BOTTE A PÊCHE, par Maurice GENEVOIX (Grasset, éditeur).

Je remercie M. Maurice Genevoix de m'avoir adressé son livre, que je suis d'autant plus porté à estimer que je fais moralement partie de cette internationale des pêcheurs à la ligne dont il est fait mention. J'adore la pêche. Je connais et j'aime les bords de la Moselle entre tous les autres rivières. Ils sont pittoresques et, du point de vue artistique, leur contemplation, est, à mon humble avis, préférable à celle de toutes les croûtes, même les mieux réussies, du Salon d'Automne.

Mais il ne s'agit point, en ce livre, de la Moselle. C'est pourquoi, sans doute, il n'y est pas question de truites.

M. Maurice Genevoix parle d'ablettes, de gardons, de chevesnes, de brochets, mais pas de truites. Voilà ce que je ne lui pardonne que difficilement. Car la pêche de la truite, la plus difficile, est, par conséquent, la plus passionnante de toutes.

Allez le nez au vent et par tous les temps, la gaule bien souple et bien en main, quelle joie !... La pêche nous fait oublier les raseurs et les sois, les prophètes et les disciples. On va jusqu'à la fatigue trop grande, qui vous fait plier bagages et lorsque, vraiment, il est trop tard...

Riverain de la Loire, M. Maurice Genevoix ne connaît pas la truite. Et c'est dommage. Mais, que de jolies descriptions ! Quels poèmes que ces récits qui vous transportent loin des villes, loin, bien loin des phrasés, des méchants et des fourbes. J'ai lu. Je relirai *La Botte à pêche*.

Pierre Mualdès.

Livres reçus : *La Véritable Éducation sexuelle*, par André Lorulot (édition Anquetil), 1 vol., 20 fr.; franco, 21 fr. 85, à la Librairie Sociale. — *La Vie commandée*, par Aurore Sand (éditions Radot).

## L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le fascicule 11 (de la page 451 à la page 528 incluse) va paraître. Ce n'est plus que l'affaire de quelques jours.

Il contiendra des études du plus vif intérêt et de la plus utile documentation.

Le prochain numéro du *Libertaire* en annoncera l'expédition à tous les abonnés et en indiquera le sommaire complet.

Des que la lettre D, qui touche à sa fin, sera terminée, les fascicules parus formeront, reliés, un très beau volume que les camarades non encore abonnés pourront se procurer d'un seul coup et que les abonnés pourront avoir en faisant relire leurs fascicules.

Le moment est venu de faire un sérieux effort pour la diffusion de cet ouvrage. Nous n'y manquerons pas et nous proportionnerons cet effort à l'étendue de nos ressources.

On sait, aujourd'hui, ce qu'est ce travail considérable auquel ont, jusqu'à ce jour, collaboré une cinquantaine de théoriciens et militants révolutionnaires, syndicalistes et anarchistes, ainsi que divers spécialistes et techniciens, plus particulièrement compétents en certaines matières.

L'U. A. est bien lancée. Elle est accueillie avec une faveur de plus en plus marquée.

Tout nous autorise à dire que son succès va et continuera à aller crescendo.

Il appartient à tous ceux qui apprécient l'immense portée de ce travail unique de seconder notre effort de toutes leurs forces et par tous les moyens à leur disposition.

Il est de leur devoir de faire connaître autour d'eux cet important ouvrage, de solliciter des abonnements, de nous les faire parvenir.

Nous comptons sur eux.

Sebastien Faure.

Nous voici au 11<sup>e</sup> fascicule. Il y a peu de retardataires (j'entends par là peu de camarades qui aient négligé de continuer les versements commencés...) Il y en a peu, dis-je; mais il y en a quelques-uns.

Il ne devrait pas y en avoir un seul. Que les négligents se hâtent de se mettre en règle. Envoyer, chaque postal : Sébastien Faure, Paris 733-91. — S. F.

Montmartre. — Mercredi 1<sup>er</sup> décembre à 8 h. 30, salle Gaillard, 77, boulevard Barbès.

« Pourquoi je ne suis pas anarchiste », par Thivet.

20<sup>e</sup>. — Jeudi 2 décembre 1926, 23, boulevard de Belleville, au Palais Doré, causerie par B. Simon sur son projet d'organisation sociale.

Nantes. — Contre le fascisme menaçant et les religions absurdes, la Société de la Libre Pensée de Nantes organise le jeudi 2 décembre à Pont-Rousseau, une conférence publique et contradictoire avec le concours des camarades C. Moreau et A. Godin. Elle fait appel à ceux que n'aveuglent pas les préjugés sociaux et religieux.

Muse Pichenne de Lagny. — Tous les jeudis salle Melos, place de la Gare Thorigny. Répétition le mardi, local habituel. Rendez-vous le samedi 27 à 19 heures, à la gare de Lagny pour le Plateau d'Avron.

L'En Dehors n° 95-96 est paru. Envoi d'un numéro contre 0 fr. 50 à Armand, 22, cité Saint-Joseph, Orléans.

Groupe Espérantiste de Saint-Etienne. — Tous les mardis, à partir de 20 heures à son siège, salle 112, Bourse du Travail, lecture courante, conversation, etc. Tous les mercredis, de 20 h. à 21 h. 30, continuation du cours.

La Chanson de Paris. — La prochaine séance de La Chanson de Paris aura lieu le jeudi 2 décembre, à 20 h. 30, au Palais des Fêtes, 199, rue Saint-Martin.

Les chansonniers, poètes et compositeurs de l'Association : Raymond Bartel, Elci Bousquet, Marie Charbonnel, Paul Clérout, Clorec-Maupassant, Dickson, Dominus, Jacques Ferry, Jean Fragerolle, Louis Lora, Louis Moreau, Jany Perjeane, Pierre Simon-Mérop, Roger Toziny, Paul Weil, etc., se feront entendre dans leurs œuvres.

## COMITE D'INITIATIVE DE L'U.A.C.

Ce soir, vendredi à 20 h. 30 précises, réunion local habituel.

Boucher, Lemellour, Lefante, Delecourt, Potel, sont convoqués spécialement. Urgent.

AUX GROUPE. — AUX ADHERENTS INDIVIDUELS

La cotisation pour 1927 est portée à 10 fr. Dès aujourd'hui que tous fassent le nécessaire pour effectuer leurs versements avec ou sans la carte.

Adressez la correspondance de l'U.A.C. au secrétaire P. Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>), compte chèque-postal 950-32.

### GROUPE DE COMBAT

Camarades ! Si vous croyez utile l'organisation de la résistance anti-fasciste, si vous reconnaissez l'utilité du groupe de combat révolutionnaire, si vous vous sentez disposés à participer à la bataille anti-fasciste, anti-réactionnaire, il faut demander votre adhésion au groupe de combat parisien qui vient de se constituer.

Son organisation sérieuse sera cause d'obligations et de garanties. Le groupe de combat sera composé de compagnons qui acceptent librement sa structure. Demander votre adhésion « au groupe de combat », 9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>).

## PARIS-BANLIEUE

Fédération Anarchiste-Communiste (Région parisienne)

Les groupes sont instamment priés d'envoyer un délégué au C. I. de la Fédération qui aura lieu 9, rue Louis-Blanc, samedi 20 novembre, à 20 h. 30.

Jeunesse anarchiste-communiste. — Réunion mardi, à 20 h. 30 précises, local habituel. Nous comptons sur tous.

Etudes sociales des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>. — Réunion samedi 27 courant à 20 h. 30, bar de l'Union, 33, rue François-Miron, 4<sup>e</sup> (métro Saint-Paul ou Hôtel de Ville). Controverse « courtoise » sur le syndicalisme et la 3<sup>e</sup> C. G. T.

Les lecteurs du « *Libertaire* » et sympathisants, sont cordialement invités.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. — Mardi prochain à 20 h. 30 précises, réunion, 163, boulevard de l'Hôpital. Les sympathisants sont invités à cette réunion. Les adhésions au groupe de militants y seront reçues.

Causette ; propagande ; la cotisation annuelle de l'U.A.C.

Boulogne-Billancourt. — Réunion vendredi 23, à 20 h. 30, salle de l'Intersyndicat, 83, boulevard J.-Jaurès ; organisation d'un meeting.

Bourget-Drancy. — La dernière réunion n'a pu se tenir par suite du mauvais temps, aussi nous demandons aux camarades d'être présents le 27 à 20 h. 30, place de la Mairie, bureau de tabac, petite salle, à Drancy.

Livry-Gargan. — Samedi 27 à 21 heures, 9, rue de Meaux, à Livry, causerie par Nadaud sur les antagonismes de la propriété.

Lagny. — Réunion dimanche 28 novembre, à 10 heures. Présence indispensable. Cotisations. Questions diverses.

Ivry. — Les copains de Vitry, Choisy, Thiais, Alfortville, sont invités à nos réunions tous les dimanches matin, salle Forest, 50, rue de Seine, à 10 heures.

Les coupeurs de cheveux en six sont priés de s'abstenir.

Antony. — Réunion dimanche matin à 10 heures, 72, avenue d'Orléans, café de la Cigogne. Tous présents.

Gruppo Pietro Gori. — Tutti indistintamente i compagni iscritti al gruppo sono pregati di non mancare sabato 26, a. m. alla riunione per discutere cose importantissime.

Il Comitato.

UNE FETE AU BENEFICE DE « *GERMINAL* »

Le Groupe des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> d'accord avec l'U.A.C., organise pour le 1<sup>er</sup> décembre, une fête au profit de « *Germinal* », le journal hebdomadaire.

COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE ANARCHISTE

Mois d'octobre

En caisse au 1<sup>er</sup> octobre : 2.351 fr. 85: Surin et Bartolomé, Nice, 12. Comité Pro Presos, 1.000. Liste 483, Saint-Priest, 65. Madel, Nouvelle-Calédonie, 10. Portoles, 10. Liste 688, 129. Victor, 10. Liste 650, Escorial, 10. Liste 689, Sanchez 87. Liste 0341, Achard, 5. Liste 0574, Agapiou 25. Liste 0550, Delorme, 20. Liste 0595, Menbrado, 35. Liste 0582, Bernis 5. Liste 0630, Fontpauze 30. Liste 0678, Ballazur, 20. Liste 0676, Boudon 5. Liste 0645, Dufrene, le Havre, 130. Liste Bocora, Paris, 10. Liste 0230, Laplanche, 10. Calvez, Orange, 30. Liste 0048, Lelièvre, 5. A. et D., 2.000. Liste 0084, Garibaldi, 5. Liste 00166, Carage et Blanche, 5. Liste R. Puente, 25. Liste 341, Fédération anarchiste allemande, 500. Liste M. Maria, Lavalsur-Claix, 67. Pro Presos, Lyon, 200. Liste Bartoli, Lyon, 33. Liste Somovigo, la Cabanasse, 60. Liste 0467, Avignon, 28. Liste 0684, Amador, 21. Liste 0206, Sainte-Eunnie, 15. Labradora Boutique, 5. Liste 0203, Arsenio 25.50. Liste 0173, Lucas 9. Liste 0178, M. Vasquez, 78. Liste 366, Zanassi, Mons, 83.50. Liste 0158, Anastasio, 15. Liste Kissler, 15.50. Liste Gosselin, 10. Liste 00349, 100. Liste Bindi Priano, 40. Liste Sorbi B., 63. Liste Lacon, Genevilliers, 60. Liste Bodini, Nanterre, 61. Liste David, 10. Liste 503, Storchi, 165.50. Liste 466, Ezo 25. Liste 00178, 9. Fontini, 5. Liste 466, Ezo 25. Liste 00114, 5. Liste Ducharme, 22. Excelsior, 30. Moril, 5. Liste Dossean, 10. Liste Brunau, 23. Liste Les Intégrités, Vienne, 154. Cercle d'Action, 25. Liste Bidi, Suisse, 106. Martin, Neours, 10. Juventud Anarquista, Lestaque, 113 francs 75. Liste Peton, Troyes, 10. Liste Voisin, Lyon, 26. Liste Pamiers, 28. Liste Ortega, 50. Marsiglia, fra compagni locali e delle vendimie, 10. Liste Dussart, 5. Liste Barsells et Zurita, 10. Los compañeros de Cognac, 21.50. Liste Gussigebère, Taita Gozalez, Roquebrun, 20. Liste M. Castilla, 25. Groupe Germinal, Labastide, 44. Liste 630, D. Martinez, 64.50. Liste J. Ferrus, 20. Juventud de Saint-Etienne, 100. Liste Fasciaux, 18. Liste Cousinier, 32. Liste Meulent, 32. Liste Achille, 5. Liste Moinal, 10. Liste Garcia, 110. Liste 45, Liste 106, 15. Liste Ruffo, 15. Liste Amédée, 5. Vascanze, 5. Liste Etienne, 10.50. Galbo Monzo, 30. Binas, Saint-Etienne, 63. M. Catina et Idem, 9. Liste Sensi, 63. M. Catina et Idem, 10. Comité Pro Presos, Paris, 500. Grupo Cultura, Detroit, 1.000. Liste Fasciaux, 10. Liste Torrelli, 35. Liste Gibanel, 48.50. Liste La Capetia, 25.50. Liste Topo, 101.50. Liste Azuera, 34. Liste Morin, 25. Anonyme, Saint-Ouen, 5. Liste Franchini, 37. Liste Tenny, Ain, 15. Este ban, Salon, 65. Grupos de Andalucía, 60.50. Los Combrós, Salsique, 123. Liste Canovas, 10. Liste Flores, 15. Groupe de Coursan, 40. Liste Renard, 10. Liste Dugne, 50. Pas de nom, 5. Liste Perrini, 108.50. Liste Bremend, 5. Liste Picar, 5. Pro Idea, Saint-Ouen, 48. Liste Bailly, Mercilly, 17. André et sa compagne, 10. Carbonel, enemigo de Primo, 40. Liste Luis Blanco, 40. Liste 621 et 625, New-York, 335. Liste 001621, 85. Liste 621 et 625, New-York, 335. Liste 001621, 85. Grupo cooperativo, Sartrouville, 300. Compagnos italiani y españoles de Scranton (U. S.

maidaire et régional des départements de la

Somme, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais.

Province

Tours. — Les compagnons du groupe se réunissent tous les mercredis, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau.

Nous faisons un pressant appel aux compagnons qui voudraient adhérer au Groupe, pour venir nous aider dans notre propagande.

Marquand-Barcel. — Réunion, 19, rue Fouquet-Lelong. Les cotisations annuelles à l'U. A. C. doivent être versées pour la bonne marche avant le 25 décembre.

Limoges. — La prochaine réunion aura lieu le mardi 30 novembre, à 20 h. 30, au local habituel 20, rue du Clos-Rocher. Organisation des causeries.

Narbonne. — Samedi 27 réunion café Richelieu, boulevard Voltaire. Que tous soient présents, dernière disposition pour le Congrès de Toulouse.

Fédération du Nord. — Dimanche 28 novembre, à 15 heures, chez le camarade Bridoux, à Wasquehal, 31, rue du Haut-Vinage, Mongy-Lille-Roubaix, arrêt pont de Wasquehal : réunion du C. I., même ordre du jour que celui paru la semaine dernière. Nous ajoutons : dispositions à prendre pour la campagne contre l'emprisonnement pour la contrainte par corps.

Le Havre. — Nous faisons appel aux lecteurs du « *Libertaire* » du Havre pour qu'ils apportent leur aide pécuniaire au groupe en faveur de la campagne Sacco-Vanzetti : envoyer votre obole au camarade Burel, Cercle Franklin.



## Salut à la C.G.T.S.R.

La troisième C. G. T. est constituée. Je salue sa naissance et je lui souhaite un prompt développement.

Il dépend des syndicats et syndiqués qui ont décidé sa constitution de lui donner la vigueur nécessaire.

On peut ne pas être satisfait du mode d'organisation qu'elle s'est donné ; on peut faire toutes réserves sur certaines parties de ses statuts ; l'expérience amènera les syndicats qui l'ont partie aux changements, améliorations et perfectionnements désirables.

Ce qu'on ne saurait qu'approuver, c'est la ferme volonté qu'elle exprime d'éviter les erreurs et les déviations dans lesquelles sont tombés la C. G. T. de la rue Lafayette et celle de la rue Grange-aux-Belles. Ce qu'on peut et doit louer, c'est l'esprit « lutte de classes », fédéraliste et antistatiste dont elle se proclame animée.

Nos camarades de la Confédération Générale du Travail syndicaliste révolutionnaire (C. G. T. S. R.) — c'est le titre qu'a adopté ce nouvel organisme — vont avoir à vaincre de multiples et redoutables difficultés. Il est indispensable qu'ils empoignent celles-ci au collet, vigoureusement, brutalement même, et tout de suite.

Tous les militants qu'intéresse l'action ouvrière ont les yeux fixés sur le travail que va faire cette C. G. T.

Ses adversaires passeront à la loupe tous ses faits et gestes, bien entendu avec l'ardent désir de critiquer, de prendre en faute, de semer la méfiance et l'hostilité. Avant que de se décider à donner leur adhésion, les hésitants chercheront à se renseigner sur les premiers pas qu'elle va faire et sur les résultats à en attendre.

L'essentiel est que la C. G. T. S. R. s'affirme, dans la pratique, totalement différente de la C. G. T. et de la C. G. T. U., qu'elle s'inspire d'une idéologie précise et d'un esprit foncièrement libertaire, qu'elle adapte ses méthodes d'action aux nécessités actuelles, et qu'elle marche résolument, virilement, dans la voie qui doit être la sienne : celle du syndicalisme anticentraliste et révolutionnaire.

Si faibles que soient, au début, ses effectifs, et si modestes que soient ses ressources, elle doit, si ces conditions sont réalisées, se développer rapidement, ramener au sein de la classe ouvrière la confiance en soi et l'esprit de combat.

Eccourés de l'abaissement des caractères au sein des deux centrales existantes, dégoûtés de leur asservissement aux partis politiques, découragés par la stérilité des luttes ouvrières en cours, quelques dernières années, les travailleurs anarchistes et anarchisants se sont peu à peu détachés des syndicats et désintéressés de l'action syndicale.

S'ils constatent que la C. G. T. S. R. marche résolument dans la voie qui conduit à la révolution sociale, et par celle-ci, à une société de « bien-être et de liberté », c'est-à-dire à l'avènement d'une société libertaire, je suis persuadé qu'ils ne marcheront pas leur concours à l'organisation nouvelle et qu'ils contribueront à y créer et fortifier un état d'esprit sain et robuste.

Sébastien Faure.

## Le Congrès constitutif de la C. G. T. Syndicaliste-Révolutionnaire

Répondant à l'appel du Comité d'organisation, les syndicats autonomes français se sont réunis en Congrès, à Lyon, les 15 et 16 novembre 1926, salle de la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement.

Auparavant, les 13 et 14 novembre, les syndicats de la Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux publics, s'étaient également réunis en Congrès, à la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement.

A la presque unanimité, ils avaient décidé d'adhérer à la C. G. T. S. R.

C'est sous l'influence de cette importante décision, que les syndicats se réunissent le 15 novembre dans la salle de la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement, admirablement aménagée et décorée par nos amis lyonnais.

Nous ne donnerons pas ici, en raison de la place mesurée qui peut être réservée à ce compte rendu, un exposé détaillé et complet des travaux du Congrès. Le journal, dont la C. G. T. S. R. a décidé la publication bi-mensuelle, le publiera dans son premier numéro, qui paraîtra sous peu, lorsque quelques détails auront été réglés.

Le Congrès ouvrit ses travaux à 9 heures 1/2. Il appella à la présidence, le camarade Fourcade, secrétaire de l'Union des Syndicats autonomes du Rhône, assisté de la camarade Bonnefond et du camarade Charrier.

Boisson, secrétaire de la Fédération du Bâtiment, donna lecture de la résolution adoptée la veille par le Congrès extraordinaire du Bâtiment. Il déclare, au nom du Comité d'organisation, le Congrès ouvert et indique aux congressistes que les Centrales étrangères de Portugal, de Hollande, de Suède, et d'Allemagne, ainsi que l'A.I.T., sont représentés au Congrès par les camarades Miranda, secrétaire de la Fédération du Bâtiment portugaise, Lansink junior, représentant du N.S.U. de Hollande, Séverin, de la Centrale Suédoise et Buth, de la F.A.U.D. d'Allemagne. Le camarade Lansink représente également le secrétariat de l'Association internationale des travailleurs.

Fourcade prononce immédiatement l'allocation de bienvenue. Il rappelle le beau passé de la vieille Union du Rhône qui, fidèle à sa tradition, sut résister aux attaques conjuguées des politiciens, après avoir été la première à se redresser au début de la guerre.

Avec émotion, il expose brièvement les luttes de ces dernières années et demande aux délégués de se mettre au travail, sans attendre de vanilage pour mettre fin à une situation rendue à son terme. Il termine, en souhaitant que le syndicalisme sorte de ces assises régénéré et combattu.

Immédiatement le Congrès désigne sa Commission de vérification des pouvoirs. En font partie : Barthes, Soulat et Leroy.

Sans perdre un instant, pendant que sa commission siège, le Congrès attaque son ordre du jour et la discussion s'engage sur le premier point à l'ordre du jour : Examen de la situation, la constitution éventuelle d'une C. G. T.

Immédiatement le camarade Huart, secrétaire général de l'U.F.S.A., prend la parole au nom du Comité d'organisation et présente l'essentiel de la question. Il demande aux représentants des Syndicats, de faire connaître leur point de vue à ce sujet.

Après quelques interventions qui ne touchent pas le fond du problème, Guignol, des Métaux de Paris, place le débat sur son véritable terrain. Guignol craint qu'il ne soit trop tard pour constituer une C. G. T. Il analyse la crise qu'

s'est déroulée depuis notre sortie de la C. G. T. U. Selon lui, il eût fallu agir beaucoup plus tôt, ne pas boudier l'U.F.S.A. et, aujourd'hui, dit-il, il ne serait pas besoin de constituer la C. G. T. Si on avait donné à l'U.F.S.A. tous les concours nécessaires, et si les Syndicats autonomes n'en avaient pas, comme aujourd'hui, à toute extrémité.

Sans méconnaître ni le caractère, ni la valeur des forces assemblées à Lyon, le délégué des Métaux de la Seine se prononce contre la constitution immédiate d'une C. G. T.

Il demande qu'on renforce l'U.F.S.A. et que la question soit repoussée dans un an.

Baslin, représentant des Syndicats autonomes d'Amiens, à l'exception du Syndicat des Coiffeurs expose sa conception de l'unité des syndicalistes. Pour lui, on doit reprendre le mouvement à la base, constituer d'abord des Syndicats et des Unions locales. On verra, ensuite, à assurer leur liaison. Il trouve que le projet de statuts, soumis au Congrès, est centraliste. Au fond, il n'est pas partisan de la constitution d'une C. G. T., dont la nécessité, d'après lui, ne se fait pas sentir.

Garros, des Producteurs d'Electricité de Lyon, est partisan de la constitution d'une C. G. T. Toutefois, il se déclare adversaire des Fédérations d'industrie qu'il trouve inutiles.

Raitzon, des Métaux de Lyon, Astruc, du Bâtiment d'Albi, Bourrouse, du Bâtiment de Bordeaux, d'autres encore, participent à la discussion. Boisson fait un long exposé en faveur de la constitution de la C. G. T.

La Commission de vérification des pouvoirs, par l'organe du camarade Soulat, de la chaussure de Paris, nous fait connaître que 89 organisations sont représentées par 63 délégués. Et la séance du matin est levée.

Séance du 15 novembre (après-midi). — La séance est ouverte sous la présidence de Raitzon, métaux de Lyon, assisté de Guichet (tailleurs de Saint-Henri) et Ravary (ardoisiers de Trélazé). Huart, du Comité d'organisation expose le point de vue de ce dernier.

Boudoux, S.U.B. de Paris, fait un exposé très complet de la situation présente. Il donne les raisons qui motivent la constitution de la C. G. T. Il répond aussi à Guignol et à Baslin et démontre au premier que son pessimisme est exagéré, en même temps qu'il prouve au second que l'autonomie est désormais impossible.

Afin d'activer ses travaux, le Congrès désigne une Commission de 5 membres, qui aura charge d'examiner le projet des statuts insérés dans la Voie du Travail, ainsi que les statuts de l'A. I. T.

Sont désignés : Huart, Jouve, Garros, Demonsais et Baslin.

Cette Commission siègera le soir, pendant la séance de nuit, au cours de laquelle le Congrès entendra les délégués étrangers.

Après une discussion générale, très serrée, à la fin de laquelle Huart répond à tous les Congrès lève sa séance après avoir accepté une résolution adoptant le principe de la constitution d'une C. G. T.

## Séance de nuit

Succesivement nos camarades Buth, représentant la F.A.U.D. d'Allemagne, Séverin, représentant la Centrale Suédoise, Miranda, de la C. G. T. portugaise et Lansink du N.S.U. de Hollande et de l'A.I.T., saluent le Congrès et lui donnent des renseignements sur le mouvement syndical dans leurs pays.

Ils assurent les syndicalistes français de toute leur solidarité et expriment l'espoir que le mouvement français, qui fut leur guide dans le passé, reprendra sa place dans l'Internationale syndicaliste reconstituée définitivement sur le plan des principes de Bakounine. Besnard les remercie au nom du Congrès.

2<sup>e</sup> journée. — Séance du matin

La séance est ouverte sous la présidence du camarade Vagnon, du Bâtiment de Besançon, assisté des camarades Pommer (Métaux de Lyon) et Demonsais (communaux de Toulon).

La parole est donnée immédiatement au camarade Huart, rapporteur de la Commission des Statuts.

Un certain nombre d'articles sont adoptés sans discussion. Ceux relatifs au Bureau confédéral, à la C.A., à la cotisation, donnent lieu à un débat général très vif, auquel prennent part presque tous les délégués.

La séance du matin sera levée avant que la question ait été solutionnée entièrement.

## Séance de l'après-midi

La séance est ouverte sous la présidence de Jouve, du S.U.B. de Paris, assisté de Soulat (chaussures de Paris) ; Collet (papiers Saint-Claude).

La discussion reprend sur le projet de statuts. Finalement après de multiples interventions et le rapport d'une sous-Commission, le projet est adopté en entier.

A ce moment, le Camarade Baslin, autonome d'Amiens, déclare que le projet ne lui donne pas satisfaction. Il le repousse en bloc et déclare que les syndicats qu'il représente resteront dans l'autonomie.

La cotisation confédérale est fixée à 1 fr. Le prix de la carte, sera de 3 francs. Les syndiqués recevront gratuitement le journal bi-mensuel de la C. G. T. qui prend le nom de Confédération générale du Travail syndicaliste révolutionnaire.

La parole est alors donnée à Besnard, qui rapporte sur la question d'orientation syndicale nationale et internationale et sur l'organisation des jeunes syndicalistes. Avant la fermeture de la séance, il donne lecture de la résolution adoptée en commentaire le préambule.

Besnard continue son rapport au cours de la séance de nuit et répond à Boudoux, Andrieu, Raitzon, Poinard, qui demandent des explications et font des réserves, soit sur le rôle des techniciens, soit sur celui de l'armée, en période révolutionnaire.

Finalement, la résolution est adoptée, sans modification, avec réserves portant sur les points ci-dessus.

Le Congrès procède ensuite à la nomination du Bureau confédéral et d'une C.A. provisoire, en laissant le soin aux syndicats lyonnais, de nommer la C.A. définitive.

Le camarade Fourcade, qui le Congrès pré-instamment d'accepter le secrétariat confédéral à la propagande, déclare qu'il ne peut accepter, pour des raisons de santé, le Congrès, à son grand regret, doit s'incliner devant les motifs invoqués par Fourcade.

Il désigne donc le camarade Huart, comme secrétaire confédéral à la propagande et Raitzon au secrétariat administratif.

Le lendemain, la C.A. provisoire a mis au point tout le travail immédiat, pendant que, de son côté, se constitue l'Internationale du Bâtiment ou Jouve représentera la France.

Un grand meeting se tint le 17 avec plein succès, avec le concours des camarades étrangers.

Après la clôture des assises constitutives de Lyon, le mouvement syndicaliste révolutionnaire a, enfin, retrouvé son unité.

Que tous ceux qui l'ont boudé le rejoignent et la C.G.T.S.R. sera bientôt, en France, le vrai mouvement de classe des travailleurs.

Qu'un grand cri d'allégresse salue cette rénovation du Syndicalisme français.

Une époque vient de se clore, une autre commence. A l'œuvre, tous, et courageusement !

## Petite Correspondance

Rezeau. — Veux-tu donner de tes nouvelles ? T. à Puteaux.

Even. — Veux-tu faire parvenir ton adresse au Groupe du Havre.

## TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DU BATIMENT. — LYON 1926

Les syndicats de la Vieille Fédération du Bâtiment, ont tenu leurs assises à Lyon les 13 et 14 novembre 1926, à la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement, place Jean-Macé.

Le Comité d'organisation lyonnais qui avait préparé les salles et la réception des congressistes fut très heureux des travaux.

Notre Congrès fut assisté des délégués étrangers suivants : Lansink, secrétaire de la Fédération du Bâtiment Hollandaise et de l'A.I.T. ; Buth, secrétaire de la Fédération du Bâtiment d'Allemagne ; Séverin, secrétaire de la Fédération du Bâtiment de Suède, et rédacteur en chef du quotidien syndicaliste suédois ; Miranda, secrétaire de la Fédération du Bâtiment du Portugal.

Nous ne donnerons pas un long compte rendu analytique ici, en raison du manque de place, notre « Travailleur du Bâtiment » le fera dans son prochain numéro.

La première séance du congrès, fut présidée par notre camarade Kocli, secrétaire du S.U.B. de Lyon, assisté des camarades Caillaud, des tailleurs de pierre de Lyon, et Langlois, des terrassiers de Lyon.

Le président souhaite la bienvenue aux congressistes.

Ensuite on nomme la Commission de vérification des mandats : sont désignés, les camarades : Barthe, de Biarritz ; Balavaire d'Auxerre ; Alliet, du Havre ; Juhel, trésorier fédéral.

Boisson remercie les organisations lyonnaises, pour la belle préparation du Congrès et salue les délégués étrangers. Ensuite, il présente le rapport de la Commission Exécutive et apporte quelques commentaires.

Après quelques discussions, on propose de le diviser en deux parties :

1<sup>re</sup> Partie administrative ;

2<sup>e</sup> Partie syndicale.

La première partie est adoptée à l'unanimité. Rapport de la Commission de vérification des mandats : 46 syndicats représentés, dont 1 à titre consultatif par 43 délégués ayant 58 voix.

## Deuxième séance. — Après-midi

Président : Vagnon, de Besançon ; assesseurs : Hugon, de Mazamet et Gérard, de Remen.

La parole est donnée au camarade Racamond, délégué de la C.G.T.U. pour apporter son point de vue sur l'unité syndicale. Il termine son exposé dans le silence et sans aucun applaudissement.

On donne lecture de la lettre des Confédérés sur l'unité, adressée au Congrès.

Huart, de l'U.F.S.A., expose le point de vue de cette organisation et celui de l'A.I.T. sur l'unité.

Nos camarades Séverin, de Suède et Buth, d'Allemagne, nous donnent des explications sur cette question dans leur pays respectif.

Après les interventions des délégués : Alliet du Havre ; Vagnon, de Besançon ; Boudoux ; Andrieux ; Faudry ; Astruc ; Hugon ; Caillaud ; Kocli ; Charent ; Bourrouse ; Llaty, etc., la séance est levée après l'adoption de l'ordre du jour suivant :

1<sup>er</sup> L'ouverture de ses travaux, le Congrès extraordinaire du Bâtiment, réuni à Lyon, novembre 1926 ;

2<sup>e</sup> Envois son salut fraternel aux camarades Sacco et Vanzetti condamnés à mort par une justice de classe américaine, qui s'obstine à ne pas les mettre en liberté, malgré les aveux et les faux témoignages dans le procès de Boston.

3<sup>e</sup> Envois son salut fraternel à toutes les victimes du capitalisme du monde qui sont enfermées dans les bastilles républicaines et réclame leur libération ainsi que l'amnistie intégrale dans tous les pays.

4<sup>e</sup> Envois son salut aux plâtriers-peintres de Besançon, en grève depuis 8 semaines et s'engage à les soutenir par tous les moyens.

5<sup>e</sup> Considérant les menaces du fascisme international, comme une guerre qui vient, affirme devant ce fleau qui est l'œuvre de l'oligarchie financière coalisée avec l'impérialisme britannique, le devoir de répondre à toutes ces menaces par la grève générale insurrectionnelle, pour réaliser notre devise : Bien-Être et Liberté.

6<sup>e</sup> A bas le fascisme ! A bas le capitalisme ! Vive l'Internationale Syndicaliste Révolutionnaire !

## Troisième séance : Dimanche matin

Président : Alliet, du Havre ; assesseurs : Vye, de Clermont-Ferrand et Brunet, de Moulins.

Continuation des débats sur l'orientation syndicale toute la matinée.

Le président lit la résolution présentée par les syndicats de Biarritz-Bâtiment, Oloron-Saint-Marie-Bâtiment et les Granitiers de Montours.

Résultat du vote : pour, 54 voix ; contre, 3 voix ; abstention : 2 voix.

La séance est levée au chant de l'« Internationale ».

## Quatrième séance : dimanche après-midi

Président : Barthe, de Biarritz ; assesseurs : Barthe, de Trévoix et Guisguère, de Thourel.

La Commission de contrôle composée des camarades Momey, Charbonnier, Llaty et Bérard, donne connaissance de son rapport qui approuve la gestion financière.

La parole est ensuite donnée aux camarades Lansink, de Hollande et Miranda, du Portugal, qui exposent le travail de leur Fédération dans leur pays.

Le Congrès aborde le débat sur la création de l'Internationale du Bâtiment.

1<sup>er</sup> Son utilité : approuvée.

2<sup>e</sup> Son administration : approuvée avec quelques réserves sur le fonctionnement.

3<sup>e</sup> Son siège : Amsterdam, Hollande.

## Cinquième séance : dimanche (nuit)

Président : Charbonnier, de Besançon.

Le Congrès est mis en présence par le trésorier fédéral, de la situation des charges financières de la Fédération. Il demande aux syndicats qui ont des dettes de se libérer le plus tôt possible, pour ceux qui ont des fonds.

Il est décidé aussi l'édition par la presse et la propagande, d'un tract de 2 fr. facultatif.

Le Congrès termine ses travaux à 1 heure du matin, après avoir accompli un bon travail. Chacun emporte de ces assises le meilleur souvenir. La Fédération du Bâtiment ne veut pas mourir, elle veut vivre et aujourd'hui qu'elle a son chapeau confédéral et international, elle va rayonner dans le pays par son programme nettement syndicaliste révolutionnaire.

## CONFERENCE INTERNATIONALE DU BATIMENT

Le Comité d'organisation de l'A.I.T. salue à l'ouverture de cette conférence, les Fédérations du Bâtiment de France, d'Allemagne, de Hollande, de Suède et du Portugal. Regrette que les organisations de Belgique, Argentine, Espagne, Norvège, Chili, Uruguay, Brésil, n'aient pas eu le temps nécessaire d'envoyer un délégué direct.

## DANS LE S.U.B.

Notre dernière assemblée a nettement déterminé sa ligne de conduite en ratifiant le compte rendu fait par les délégués au congrès de Lyon.

En effet, notre position est bien nette et catégorique, nous disons dans notre résolution que le S.U.B. se dissoudrait, s'il ne continuait pas la ligne de conduite tracée par son expérience et sa valeur combattive. Eh bien, camarades, nous avons aujourd'hui une route de tracée. Cela est bien, mais il ne faut pas croire que notre tâche est terminée. Non, nous en sommes encore loin et nous avons pour devoir, de continuer le travail commencé.

Le S.U.B. continuera son travail de propagande et de recrutement et rien ne pourra l'arrêter dans ce travail.

Camarades, surtout exposons notre point de vue dans tous les chantiers et ateliers.

Le S.U.B. doit, dès aujourd'hui, recommencer la propagande partout, et il manquera pas de la faire.

Camarades du S.U.B., notre avenir sera ce que nous aurons le courage de la faire. Sans arrière-pensée, mettons-nous au travail, continuons à imposer nos légitimes revendications.

Partout, défendons notre droit à la vie. Profitions de la mauvaise saison pour nous organiser et aux beaux jours le S.U.B. sera plus fort que jamais.

Camarades du S.U.B., vous êtes unis nationalement et internationalement.

Sachez vous en servir, et tous au S.U.B.

Faudry, Courtois, Denant.

Section locale intercorporative d'Ivry, Vitry, Charenton, Alfortville. Aux camarades syndiqués et non-syndiqués.

Que demandons-nous ? Le droit à la vie ! Allons, les gars, il faut vous réveiller devant la pénible situation qui nous est faite, devant le coût de la vie qui monte tous les jours, allons-nous rester indifférents.

Regardons autour de nous, est-ce que nous saluons le dimanche au prix d'achat de toutes choses ? Non.

Eh bien ! camarades, le moment est venu de démontrer que vous ne voulez pas crever de faim, en travaillant, que vous voulez et que nous voulons « des salaires en rapport avec le coût de la vie ».

Pour démontrer votre volonté d'acquiescer une situation meilleure, à vous vous ferez un devoir d'assister à la grande réunion qui aura lieu le dimanche 28 novembre, à 9 heures du matin, salle Forest, 50, rue de Seine, à Ivry, où les camarades du S. U. B. et de la Fédération du Bâtiment prendront la parole.

Chez les cimentiers et maçons d'art. — Notre corporation qui a toujours été à la hauteur de sa tâche dans le programme des revendications semble s'endormir ! Camarades, ce n'est pas le moment ! la lutte doit continuer sans répit contre le patronat du ciment armé et des travaux publics, pour l'organisation des chantiers et l'augmentation des salaires. C'est pourquoi, dans notre dernière assemblée générale, nous avons décidé de faire un pressant appel à tous pour faire la propagande nécessaire et indispensable pour la vitalité de notre section. Camarades cimentiers et maçons d'art, il n'est jamais trop tard pour bien faire tout le monde doit se mettre au boulot sans rechigner pour faire comprendre aux indifférents que leur place est parmi nous, dans l'organisation syndicale, la vraie, où l'on fait du vrai syndicalisme, révolutionnaire et non de la politique. Tous au S.U.B.

Chez les plombiers. — Rappel. — Nos camarades de la section et même nombre de corporants connaissent ce que fut le passage du camarade Fernand Pelibon à la tête de l'organisation syndicale ; mais d'autres ont besoin d'être au courant pour leur éviter d'accueillir

La séance est présidée par un délégué de l'A. I. T.

La France est représentée par Boisson, Jouve, Vagnon, Boudoux, de la Hollande, par Lansink, la Suède, par Séverin, l'Allemagne, par Buth, le Portugal, par Miranda.

Le rapport moral présenté par la Commission provisoire (délégué Buth) est adopté.

La conférence discute les statuts de l'Internationale du Bâtiment, qui sont adoptés avec quelques réserves de la part des délégués français.

Sont désignés comme secrétaires : Lansink, Hollande ; Buth, Allemagne ; Jouve, France.

Le siège est fixé en Hollande, à Amsterdam. La cotisation est fixée à 0 fr. 10 par mois et par membre. Un bulletin de statistiques va être publié en plusieurs langues.

La Conférence internationale est clôturée le mercredi 17 novembre, après avoir scellé un pacte moral de conscience entre tous les délégués.

Maintenant, au travail : nous pensons que les bâtiments ont sauvé une fois de plus le syndicalisme en danger.

Confiance dans les organismes mis debout. Haut les cœurs, les gars, et passons à l'action !

Le Bureau Fédéral.

## DANS LES SYNDICATS

## Chez les Terrassiers

Camarades. Le syndicalisme révolutionnaire cherche à se redresser et à reprendre sa force d'antan ; et nous, en dehors de toutes les écoles politiques.

Deux Congrès ont eu lieu où une position fut prise. Les deux C. G. T. furent invitées à venir s'expliquer, mais cela nous prouva une fois de plus que l'unité était impossible. Il s'agit maintenant de savoir si nous avons l'intention de rester sur nos positions ou si nous suivons notre vieille Fédération, pour l'œuvre régénératrice du syndicalisme révolutionnaire national et international.

Le Congrès international est clôturé le mercredi 17 novembre, après avoir scellé un pacte moral de conscience entre tous les délégués.

Le compte rendu des deux Congrès sera fait et c'est pourquoi vous êtes invités à assister tous à l'ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le dimanche 28 novembre 1926, à 9 heures du matin, salle Jean-Jaurès (Bourse du Travail), 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>).

P. S. — Un pointage des cartes aura lieu à l'entrée de la salle.

Pour et par ordre du Conseil. — Le secrétaire : Bourgeois.

Syndicat général des Travailleurs de la pierre. A la réunion extraordinaire, qui a eu lieu, jeudi 18 novembre, les camarades présents ont décidé de faire tout l'effort et la propagande nécessaire, pour que la solidarité envers nos copains chômeurs ne soit pas un vain mot. C'est-à-dire que sur les chantiers où il y a de la place, et que par mauvaise volonté, les patrons ne voudront pas embaucher, les ouvriers

des exagérations ou des calomnies visant ce militant qui est actuellement conseiller prud'homme.

C'est le but de la présente mise au point.

En 1920, la lutte entre réformistes et révolutionnaires ayant amené ces derniers à la direction de notre syndicat, Pelibon Fernand devint notre secrétaire et c'est ainsi qu'il fut notre délégué à Lille où il fut victime des matraqueurs à Rivelli (coups dont il se ressent toujours et lui valurent plusieurs mois de lit).

Dix mois de secrétariat aux plombiers, puis avec six autres mois de militantisme actif, il est élu secrétaire de la région fédérale : c'est à ce titre qu'il assume le secrétariat du Syndicat interdépartemental des ouvriers carriers-plâtriers.

Malade après dix mois de cette fonction, il en fut démissionnaire pour cette seule raison